

COURT-CIRCUIT

vous informe

-sur ce qui se passe à Civaux.

-sur les questions génériques pour Civaux et les autres centrales nucléaires.

-sur le nucléaire militaire.

-sur EDF, AREVA, ANDRA, CEA... et la politique gouvernementale qui orchestre l'activité nucléaire en France (information du consommateur et du contribuable)

-sur ce qui se passe ailleurs, en Allemagne, ...les politiques gouvernementales des pays qui sortent du nucléaire.

COURT-CIRCUIT

Numéro 1. Janvier 2016

La coordination poitevine pour la sortie du nucléaire s'est créée après l'accident nucléaire de Fukushima.

Elle est composée de citoyens, d'associations et de partis politiques intéressés par les questions relatives au nucléaire . Elle effectue une veille des évènements à Civaux diffusés par la CLI (commission locale d'information en charge de la communication aux populations autour de la centrale de Civaux) et analyse l'actualité et les problèmes de fond concernant le nucléaire civil et militaire.

Contact: coordinationsdn86@openmailbox.org

facebook: <https://www.facebook.com/coordipoitevineantinuke>

<https://coordinationpoitevinepourlasortiedunuclaire.wordpress.com/>

EDF pendant la COP21

Sponsor officiel de la COP21, EDF a annoncé :98% de la production électrique française est garantie sans CO2. Enfin, EDF s'est présenté comme le premier producteur d'énergies renouvelables en Europe.

Cette annonce lui a valu le prix PINOCCHIO du greenwashing du climat (illustration et dénonciation des impacts négatifs des entreprises multinationales et spécialement celles qui se blanchissent avec un discours « vert ») décerné par les Amis de la Terre France.



Mais qui croire?

L'affirmation comme quoi 98% de la production électrique française est garantie sans CO2 ne prend pas en considération toutes les opérations liées au fonctionnement de l'industrie nucléaire qui émettent des gaz à effet de serre : extraction minière et enrichissement de l'uranium, construction et démantèlement des centrales, transport et "traitement" des déchets radioactifs, rejet de vapeur d'eau.*

Le transport et la transformation de l'uranium et des déchets nucléaires sont eux aussi une source importante d'émissions de gaz à effet de serre. Au final, le bilan carbone du nucléaire peut dans certains cas se révéler même supérieur à celui de certaines sources fossiles, loin devant ceux du solaire et de l'éolien

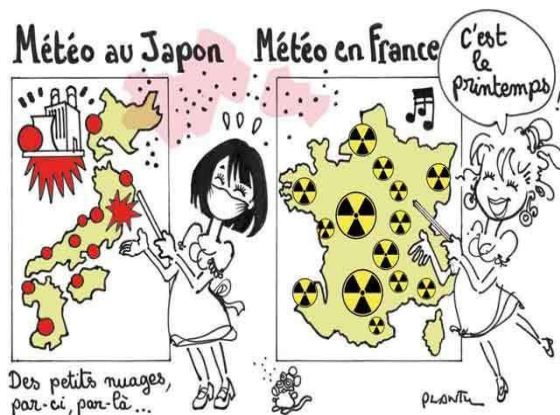
En ce qui concerne la production des énergies renouvelables d'EDF, elles restent extrêmement marginales (2%).

EDF a massivement investi dans l'énergie nucléaire, dont elle est le principal producteur mondial.

Mais EDF a aussi investi massivement dans tous les types d'énergies fossiles, directement ou à travers des filiales comme Edison (impliquée dans l'extraction de pétrole et de gaz) ou EDF Trading (l'un des principaux négociants et transporteurs mondiaux de pétrole et de charbon). EDF gère, au niveau mondial, 16 centrales électriques au charbon, incluant certaines des centrales les plus polluantes d'Europe. En 2013, l'entreprise a été classée parmi les 20 principaux émetteurs mondiaux de gaz à effet de serre .

Pour en savoir plus: <http://www.prix-pinocchio.org/nomine/edf/>

* La centrale de Civaux avec ses deux réacteurs rejette dans l'atmosphère 2 m3 d'eau par seconde, soit 172 800 m3 par jour. Rappel: la vapeur d'eau dans l'air constitue 50% des gaz à effet de serre.



La météo de Civaux

Le 25 novembre 2015: Arrêt automatique du réacteur 1 suite à un bas débit d'eau.

«Afin de remplir la machine de nettoyage en eau, l'équipe d'intervention cherche le robinet, mais ne le trouve pas et décide de se raccorder ailleurs.... Mais elle se trompe de robinet... » source EDF.

Ceci provoque la vidange inopinée d'un réservoir, ce qui provoque l'arrêt automatique du réacteur.

Le réacteur a été reconnecté le lendemain.



Civaux en alerte depuis les attentats

Jean-Bernard Levy, PDG d'EDF, a déclaré, sur France 2 que son entreprise a "un degré de vigilance extrême sur l'ensemble de (ses) installations" et que le groupe est "en alerte maximale" depuis les attentats qui ont frappé Paris en janvier 2015.



Les installations nucléaires face au risque d'attentat

La France possède déjà une armée puissante dotée de la bombe atomique et des meilleurs avions de chasse du monde mais ...

Elle possède aussi 19 centrales nucléaires civiles qui restent très vulnérables.

Chaque centrale nucléaire est protégée par un peloton d'une dizaine de gendarmes. Quelle sécurité nous offre-t-il face à un commando kamikaze ?

Quelle que soit notre situation militaro-politique, une centrale nucléaire reste très fragile vis à vis du risque terroriste.



Réponse à la situation d'état d'urgence:

Ouvrez l'œil...et le bon



Une dizaine d'exercices de simulation d'attaque de la centrale de Civaux par un groupe dangereux sont programmées chaque année sur le site pour tester la réactivité des équipes, mobilisant une centaine de gendarmes et de personnels d'EDF à ces occasions.

Mais qu'en est-il de la réponse à la situation d'état d'urgence dans laquelle nous sommes depuis mi novembre?

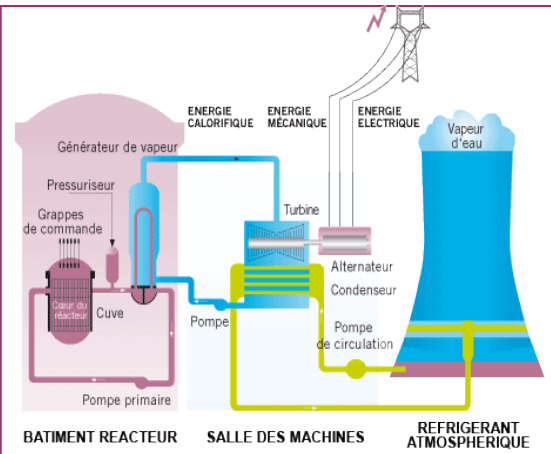
Le 01/12/15, la CLI de Civaux était réunie en comité de vigilance.

Question: « Comment l'état d'urgence est appliqué au CNPE de Civaux ? »

Réponse: « par une vigilance renforcée »

Question: « les effectifs du peloton de gendarmerie ont-ils été renforcés ? »

Les gendarmes ont répondu : « Non ».



Les rejets de la centrale nucléaire de Civaux en fonctionnement normal

En fonctionnement normal, la centrale de Civaux, comme tous les sites nucléaires, est autorisée à rejeter dans l'eau des substances radioactives comme le tritium et le carbone 14 qui s'accumulent dans la végétation aquatique et des rejets chimiques (bore, hydrazine, phosphate, détergents, chlore, ammonium, nitrates, sulfates, sodium, métaux -zinc, cuivre...-).

La centrale rejette aussi: les effluents provenant du circuit primaire, qui contiennent des gaz de fission dissous (xénon, iode), des produits de fission (cobalt, manganèse, tritium, carbone 14) et des substances chimiques comme le lithium et l'acide borique.

Les effluents provenant des circuits auxiliaires peuvent aussi être radioactifs et chargés chimiquement.

Les substances chimiques associées aux effluents radioactifs et aux eaux des salles de machines (circuit secondaire) : acide borique, lithine, hydrazine, ammoniacque, morpholine, phosphates... Les substances chimiques employées pour le traitement des autres circuits non nucléaires (stations de déminéralisation et d'épuration, circuit de traitement anti-tartre, biocide) : sulfates, produits azotés, chlorures, sodium...

Les effluents rejetés circulent et se diluent dans l'eau. Orles châtelleraudais boivent l'eau de la Vienne.

L'eau est certes traitée avant d'être proposée à la consommation, mais ne reste-t-il pas des traces ?

SURTOUT, NE PAS PANIQUER !



Un accident à Civaux?

Notre analyse après l'exercice de simulation.

Le 22 septembre 2015, un exercice de simulation d'un accident nucléaire a été effectué à Civaux pour tester le Plan Particulier d'Intervention (PPI*). Il a démontré l'articulation des différents services en cas d'accident mineur dans un rayon de 10 km autour de la centrale. La population était informée: prise de pastille d'iode, confinement et évacuation vers les points de regroupement.

Mais ce jour là, le vent, qui soufflait modérément a emmené en une demi-heure les éventuelles retombées radioactives au-delà de ce rayon de 10kms.

Qu'en est-il au-delà des 10km autour de Civaux? Pas de simulation, pas d'information pour les habitants des environs de Montmorillon ou pour ceux de Poitiers (le vent peut tourner).

Pas de préparation en cas d'accident majeur: Le scénario retenu pour l'exercice s'appuyait en fait sur un incident de niveau 3 sur l'échelle INES (les accidents sont classés de 4 à 7). Il n'y a donc pas eu de nuage radioactif en dehors de la centrale. Pourtant si on considère les accidents graves et majeurs dans le monde, on compte pas moins de 7 cas de fusion de cœur parmi les quelques 500 réacteurs qui ont été mis en service. Avec une occurrence de 1,4%, ce type d'accident s'avère donc tout à fait envisageable.

En France, nous avons frôlé la catastrophe nucléaire déjà à 3 reprises (Le Blaye en 1999 par ex) et pendant 5 ans au moins, du plutonium (mortel dès absorption de 50/1000 de milligramme) a été déversé dans la Loire par EDF.

Que faudrait-il faire pour se préparer à un accident majeur en France? Le gouvernement français a pourtant prévu cette possibilité en France.

Depuis février 2014 un **PLAN NATIONAL DE RÉPONSE D'UN ACCIDENT NUCLÉAIRE OU RADIOLOGIQUE MAJEUR** et depuis janvier 2013 un **PLAN ORSEC IODE** prévoient l'information de toute la population française, la mise en œuvre de la distribution de pastilles d'iode, le confinement et l'évacuation des populations en fonction des situations.

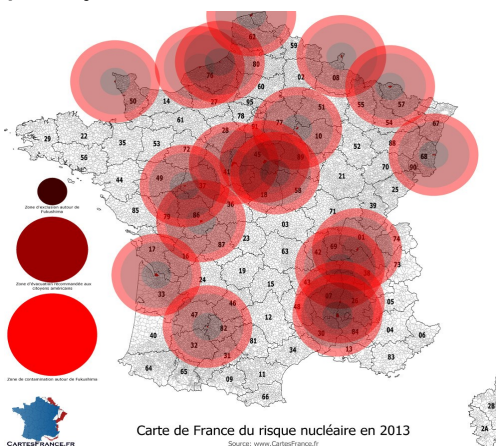
*: Les plans particuliers d'intervention sont établis, en vue de la protection des populations, des biens et de l'environnement, pour faire face aux risques particuliers liés à l'existence ou au fonctionnement d'une installation nucléaire.

Comment savoir

ce qui se passe à Civaux?

La CLI (Commission Locale d'Information) a pour mission de relayer les informations délivrées par EDF ou l'ASN (autorité de sûreté nucléaire) relatives à la sûreté et à la radioprotection vis à vis des personnes et de l'environnement (voir décret du 12 mars 2008). De droit, le Président du Conseil Départemental est président de la CLI . Il a délégué cette mission à M GIL, doyen honoraire de la faculté de médecine de Poitiers. Ce président délégué nomme les membres de la CLI parmi des élus, des personnalités, des syndicats et des associations. Sur les 53 membres de la CLI, cinq personnes seulement sont représentantes d'associations environnementales. M GIL est le seul porte parole de la CLI et le seul rédacteur de son bulletin d'information « la lettre de Civaux ». Ce bulletin, accessible normalement sur le site internet de la CLI de Civaux, est distribué dans le rayon de 10km du PPI autour de Civaux. Les habitants de Poitiers, de Montmorillon, ne reçoivent donc pas cette information.

COURT CIRCUIT se fera l'écho de toutes les informations fournies à la CLI par EDF et l'ASN, sans limitation de distance ni tabous. **COURT-CIRCUIT** proposera un accès à l'ensemble des échanges au sein de la CLI, afin de donner les moyens d'une réflexion personnelle plus objective.



En France, 25 millions de personnes vivent à moins de 80 km d'une centrale nucléaire.

Révision du PPI de Civaux: un an de retard

Le PPI doit être révisé tous les 5 ans. La révision du PPI de Civaux aurait dû être terminée en mai 2015 . La révision actuelle a donc presque un an de retard .

Le projet de révision élaboré par la préfecture est soumis à enquête publique. Un registre est mis à disposition du 2 janvier au 2 février 2016 afin de recueillir les observations du public sur le projet de PPI révisé. Ce registre est disponible dans les 19 communes du PPI, et dans les préfectures de Montmorillon et Poitiers.

Chacun est invité à être vigilant sur les points suivants:

Les consignes de mise à l'abri, de la mise en sécurité des enfants dans les établissements scolaires, de distribution de comprimés d'iode, et d'évacuation de la population. La prise en compte du plan national de réponse à un accident nucléaire ou radiologique majeur si la pollution passe la frontière des 10km.

Le militaire: Encore et encore...

Le regard de l'ICAN sur le 7e tir d'essai du missile M51

L'ICAN (la campagne Internationale pour Abolir les Armes Nucléaires est une coalition mondiale qui vise à mobiliser les citoyens de tous les pays pour inspirer, persuader et faire pression sur leurs gouvernements afin de lancer et de soutenir des négociations en faveur d'un traité d'interdiction des armes nucléaires. L'ICAN rassemble des organisations humanitaires, environnementales, de protection des Droits de l'homme, pacifistes et pour le développement dans plus de 90 pays)

Le 7ème tir du missile M51 a été effectué le 30 septembre 2015 depuis Biscarosse dans les Landes. Avec succès, selon le ministère de la défense qui ajoute qu'il a été tiré sans charge nucléaire.

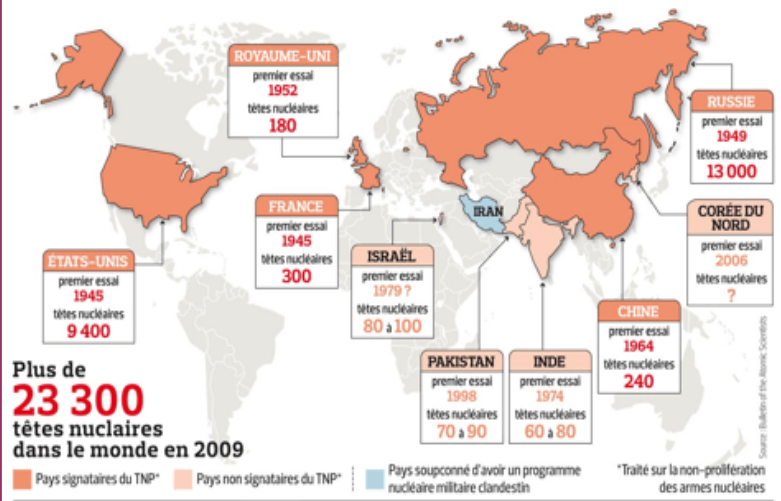
Quand même, tout se paie ! Plus de 11 milliards d'euros pour mettre au point l'ensemble du programme.

La France s'était bien engagée en signant le Traité de Non-Prolifération nucléaire (prévoyant pour les pays détenteurs de ne pas chercher à améliorer leurs arsenaux existants, et, en contrepartie pour les autres pays non-détenteurs de ne pas chercher à détenir la bombe nucléaire). Mais il ne s'agit finalement que de remplacer les anciens missiles M45. Les M51 sont plus performants, plus précis et d'une portée plus longue (8000 km, transcontinentaux), plus meurtriers.

ICAN France estime qu'il s'agit là d'un encouragement à la prolifération et l'a dénoncé; Et à ce jour, 117 Etats (soit une large majorité des membres de l'ONU) appellent à interdire et éliminer les armes nucléaires au vu des conséquences humanitaires et des risques inacceptables qui y sont associés.

Le Pape lui-même réprovoque cette « menace de destruction mortelle et probablement de toute l'humanité » que représentent les armes nucléaires et souligne que cette doctrine de dissuasion « constitue une manipulation de toute la construction des Nations Unies qui finiraient par être des nations unies par la peur et la défiance ».

Plus d'informations sur : <http://icanfrance.org>



3 français sur 4 veulent

l'abolition de l'arme nucléaire

Trois membres de la Coordination poitevine pour la sortie du nucléaire ont participé aux Rencontres pour un Monde Vivable Dénucléarisé, à l'initiative de l'association Action des Citoyens pour le Désarmement Nucléaire (ACDN) de Saintes avec le soutien de Greenpeace, du vendredi 23 au dimanche 25 octobre, avec environ 70 participants venus des quatre coins de France et représentant des groupes locaux antinucléaires.

A la demande d'ACDN, l'IFOP a réalisé un sondage (échantillon représentatif de 1000 personnes) début octobre qui fait apparaître que trois français sur quatre veulent l'abolition de l'arme nucléaire et autant se déclarent prêts apporter leur soutien à une proposition de loi organisant un référendum sur la question.

Le texte final des Rencontres a donc repris à son compte cette idée et... y'a plus qu'à faire dans chaque département...

Pas si simple puisque pour qu'un référendum ait effectivement lieu, il faut que 20 % des parlementaires (députés + sénateurs) se prononcent pour sa tenue (soit 2 parlementaires par département en moyenne) ainsi que 10 % du corps électoral.

70 ans après Hiroshima

et Nagasaki

Le 6 août dernier, 70 ans après, notre coordination poitevine pour la sortie du nucléaire appelait à se souvenir et à dénoncer les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki et les bombes nucléaires en général, les françaises en particulier.

Malgré la période estivale, une centaine de participants se sont rassemblés sur la place de la mairie à Poitiers et ont entonné « La Paix sur terre » de Jean Ferrat.

Une pétition avait été lancée sur internet à cette occasion : elle a recueilli plus de 4300 signatures qui ont été adressées au président de la République.

Restées malheureusement sans réponse de sa part à ce jour...